

Les trois âges du terrorisme

MARC HECKER

LE terme « terrorisme » a été défini par Raymond Aron dans *Paix et guerre entre les nations* comme « une action de violence dont les effets psychologiques sont hors de proportion avec les résultats purement physiques ». Cette définition, pas plus qu'aucune autre, ne s'est imposée et le mot « terrorisme » reste controversé, en raison probablement de son caractère subjectif et de son pouvoir délégitimant. Les terroristes des uns demeurent les résistants des autres.

Terme controversé, le « terrorisme » n'en est pas moins devenu incontournable. De 1978 à 2008, le terrorisme s'est en effet imposé comme une des formes majeures de conflictualité. En 1978, Aldo Moro était assassiné par les Brigades rouges. En 1988, un Boeing de la Pan-Am explosait au-dessus de Lockerbie. En 1998, les attentats de Dar-es-Salam et Nairobi faisaient véritablement connaître Al Qaïda. Quant à l'année 2008, elle ne s'annonce guère sous de meilleurs auspices.

Si le mot « terrorisme » est généralement employé au singulier, il serait pourtant plus approprié de parler de « terrorismes ». Contrairement à beaucoup de « -isme », le terrorisme n'est pas une idéologie, mais une palette de modes opératoires utilisés par des groupes aux motivations variées. « L'arme du pauvre », disent certains. Comme si les groupes bénéficiant autrefois de sponsors étatiques et plus récemment du soutien d'Oussama Ben Laden manquaient de moyens financiers. Les terroristes ne sont pas des damnés de la terre mais de fins stratèges qui, à l'instar de Mao Tsé-toung, ont compris que,

lorsque des combattants sont confrontés à un ennemi matériellement supérieur, toute confrontation directe est vouée à l'échec. D'où la nécessité de frapper par surprise, en concentrant les moyens sur des cibles vulnérables.

Depuis trente ans, le terrorisme s'est transformé. Longtemps considéré comme une nuisance aux effets stratégiques limités, le terrorisme a véritablement changé de nature le 11 septembre 2001. Depuis lors, il a continué à évoluer en s'appuyant notamment sur la révolution des techniques de communication.

Le terrorisme de nuisance

Le détournement d'un avion effectuant la liaison Rome - Tel-Aviv par un commando du Front populaire de libération de la Palestine (FPLP) en juillet 1968 est souvent considéré comme l'acte de naissance du terrorisme transnational contemporain. L'avion fut détourné vers Alger où les passagers israéliens pris en otages ne furent relâchés qu'après la libération de prisonniers palestiniens. Ce détournement est, dans une certaine mesure, représentatif du premier âge du terrorisme moderne. Le terrorisme était alors considéré essentiellement comme un moyen de faire connaître une cause – certains ont parlé de « terrorisme publicitaire » – et d'entrer dans un processus de négociation.

Les causes défendues étaient marquées par deux des principales idéologies des XIX^e et XX^e siècles : le nationalisme et le marxisme-léninisme. Le FPLP, ETA, l'IRA et bien d'autres organisations mettaient en avant le droit

des peuples à disposer d'eux-mêmes et revendiquaient un État pour leur nation. Quant à des groupes comme Action directe, les Brigades rouges, la Fraction armée rouge ou le *Weather Underground*, ils luttèrent pour abattre la société capitaliste considérée comme profondément injuste. Le traitement qui leur était réservé était essentiellement policier et judiciaire. Dans l'ère du « terrorisme de nuisance », les terroristes étaient considérés comme des criminels, pas comme des guerriers.

Deux raisons permettent d'expliquer pourquoi, dans la plupart des pays, les terroristes n'étaient pas perçus comme une menace stratégique, mais plutôt comme une nuisance. La première est qu'une menace existentielle, celle d'un conflit nucléaire entre les deux blocs, éclipsait alors les autres menaces potentielles. Face au spectre d'une guerre pouvant faire des millions de victimes, les quelques centaines de morts causées annuellement par des actions terroristes paraissaient accessoires. La deuxième raison est que les attentats étaient moins meurtriers. À l'aune du nombre de victimes d'attentats, 1978 fut l'année la plus sanglante de la décennie 1970 avec un bilan de 873 tués. Un chiffre à mettre en perspective avec les 2 973 morts du 11 septembre 2001.

Si l'ère du « terrorisme de nuisance » a véritablement pris fin avec les attentats contre le *World Trade Center* et le Pentagone, des signes de transition étaient néanmoins perceptibles auparavant. Le tournant est vraisemblablement l'intervention soviétique en Afghanistan. D'une part, cette intervention désastreuse a contribué à affaiblir une Union soviétique déjà sur le déclin et donc à mettre fin, à terme, à la guerre froide. Le spectre d'une conflagration nucléaire s'est alors éloigné, sans être pour autant remplacé par une menace stratégique aussi tangible. D'autre part, c'est au cours du conflit afghan que le « Bureau des services » – ancêtre d'Al Qaïda – a été créé par Abdallah Azzam et Oussama Ben Laden pour fédérer les *moudjahidines* arabes venus combattre l'envahisseur soviétique.

Après le retrait des troupes soviétiques d'Afghanistan, la mouvance Al Qaïda effectue un choix décisif, celui de frapper « l'ennemi lointain » – les États-Unis et leurs alliés – plutôt que « l'ennemi proche », les États arabes considérés comme impies. S'ensuit une

série d'actions spectaculaires. En 1993, une bombe explose dans le *World Trade Center* à New York. En 1996, Oussama Ben Laden publie sa « déclaration de jihad contre les Américains qui occupent le pays des deux lieux saints ». Le 7 août 1998, soit huit ans jour pour jour après le lancement de l'opération « Bouclier du désert » et le déploiement des troupes américaines en Arabie saoudite, se produisent les attentats de Dar-es-Salam et Nairobi. En octobre 2000, une embarcation piégée percute le destroyer *USS Cole*, alors au mouillage dans le port d'Aden.

Tous ces événements traduisent une montée en puissance d'Al Qaïda, mais la menace n'est pas encore perçue comme stratégique. L'ancien chef du service de renseignement de sécurité de la Direction générale de la sécurité extérieure (DGSE) révélait récemment qu'en août 2001, il avait reçu l'ordre de diviser les effectifs chargés de la lutte antiterroriste par deux. Le personnel quittant le domaine de l'antiterrorisme devait être reconverti dans la lutte contre l'immigration clandestine. Ce même responsable de la DGSE expliquait que la décision n'était pas due à une défaillance des services de renseignement mais à un manque de prise en compte du renseignement par les dirigeants politiques, plus préoccupés alors par la découverte fortement médiatisée d'un cargo rempli de clandestins kurdes. Le 12 septembre 2001, les effectifs chargés de la lutte contre le terrorisme à la DGSE étaient à nouveau doublés. Ce n'était là que le début du renforcement des mesures destinées à lutter contre le terrorisme, un renforcement à la hauteur de l'événement qui venait d'être vécu.

Le terrorisme stratégique

« Terrorisme de masse », « terrorisme catastrophique », « hyperterrorisme », telles sont quelques-unes des expressions employées au lendemain des attentats du 11 septembre 2001. Si tant de superlatifs ont été avancés, c'est avant tout pour rendre compte du bilan de ces attaques. Quatre avions de ligne détournés. Deux d'entre eux projetés contre les tours du *World Trade Center*, un contre la façade du Pentagone. Un quatrième – vraisemblablement destiné à s'abattre sur le Capitole ou la Maison-Blanche – s'écrase dans un

champ de Pennsylvanie suite à une mutinerie des passagers pris en otages. Près de trois mille morts. Voilà les faits, connus de tous.

Jamais une entité non étatique n'avait réussi à infliger, en si peu de temps, des pertes aussi élevées. De tels dommages étaient jusqu'alors le fait d'armées classiques, disposant de systèmes d'armes traditionnels. Pour la première fois, un mouvement terroriste était parvenu à causer instantanément des dégâts de nature stratégique à un acteur étatique. Le 11 septembre marque l'entrée dans une ère où la privatisation partielle de la capacité à infliger subitement des destructions aussi importantes ne ressortit plus uniquement au domaine de la théorie.

Cette privatisation est rendue possible par la conjonction de deux facteurs : la démocratisation de l'accès à des technologies potentiellement destructrices et l'aptitude de certains individus à innover tactiquement en détournant ces technologies à des fins violentes. En l'occurrence, la principale innovation tactique du 11 septembre a consisté à transformer des avions de ligne en véritables « armes de précision ».

Ainsi, pour un coût total de l'opération estimé à cinq cent mille dollars – soit approximativement la moitié du prix d'un missile *Tomahawk* – dix-neuf pirates de l'air, armés de simples cutters, sont parvenus à frapper un point névralgique de la première puissance mondiale. Le montant des dégâts directs causés a quant à lui été évalué à plusieurs dizaines de milliards de dollars.

Aucun groupe n'a, pour le moment, réussi à rééditer une action de l'ampleur du 11 septembre. Cet événement demeure, dans tous les sens du terme, unique. Il a changé la perception du terrorisme car le champ des possibles est désormais ouvert. Terrorisme nucléaire, radiologique, bactériologique ou chimique, détournements de supertankers ou *crashes* d'avions sur des centrales nucléaires ; depuis le 11 septembre, aucune hypothèse ne peut être totalement écartée. Certaines de ces hypothèses feront probablement sourire dans trente ans tant elles paraissent invraisemblables, mais avant le 11 septembre l'idée de projeter des Boeing contre des gratte-ciel semblait également relever du domaine de la science-fiction. La probabilité d'une nouvelle attaque catastrophe est faible mais comme la définition du risque combine la probabilité

d'un dommage et sa gravité, les hyperattentats de New York et Washington ont inauguré l'ère de la permanence du « risque terroriste » élevé. Lorsque le niveau du plan Vigipirate – qui fête lui aussi ses trente ans en 2008 – repasse en dessous de la zone rouge, c'est que la menace se fait moins précise. Mais le risque, lui, reste omniprésent.

La « guerre contre le terrorisme » lancée par les États-Unis au lendemain des attentats du 11 septembre n'a pas, pour le moment, atteint les résultats escomptés. En Afghanistan, le nombre d'attentats suicides s'est élevé à 136 en 2006, soit six fois plus que l'année précédente. Quant à l'Irak – même si certains optimistes y voient une amélioration de la situation – il demeure le pays le plus touché au monde, à l'aune du nombre d'attentats commis mensuellement. En outre, depuis le 11 septembre 2001, des groupes appartenant à la « mouvance jihadiste internationale » ont frappé en des endroits aussi variés que Bali, Casablanca, Alger, Istanbul, Amman, Madrid ou encore Londres. Ces attentats sont parfois le fait de groupes présentés comme des « filiales » régionales d'Al Qaïda, à l'instar de ceux d'Alger en décembre 2007, revendiqués par Al Qaïda au Maghreb islamique, nébuleuse dont l'élément central est l'ancien Groupe salafiste pour la prédication et le combat (GSPC). Néanmoins, la métaphore de l'entreprise terroriste ouvrant des « filiales » ou des « franchises » de par le monde ne reflète que partiellement l'évolution du jihadisme post-11 septembre.

Le wikiterrorisme

Au moins une différence majeure existe entre les attentats du 11 septembre 2001 et ceux du 7 juillet 2005 à Londres. Dans le premier cas, il s'agissait d'un « terrorisme d'exportation » – Mohammed Atta et les dix-huit autres pirates de l'air se sont rendus aux États-Unis pour y commettre des attaques – tandis que le second relevait davantage d'un terrorisme local puisant ses racines dans une idéologie importée. Trois des quatre kamikazes qui se sont fait exploser dans la capitale britannique étaient en effet nés au Royaume-Uni. Le quatrième, d'origine jamaïcaine, y était arrivé alors qu'il était enfant et s'y était converti à l'islam à l'adolescence. Leur radi-

calisation s'est effectuée, au moins partiellement, en Angleterre. Dans le langage des spécialistes du terrorisme, ces quatre kamikazes représentent l'archétype des *home-grown terrorists*, c'est-à-dire, pour faire simple, des terroristes *made in West*.

Un des ingrédients essentiels dans la radicalisation de cette nouvelle génération de terroristes semble être le *Web*. Si, comme nous l'avons dit précédemment, les terroristes profitent de la démocratisation des technologies de destruction, ils bénéficient aussi de la démocratisation des technologies de communication. Il y aurait aujourd'hui plus de 4 000 sites Internet liés – directement ou indirectement – à un mouvement terroriste, qu'il soit jihadiste ou non. La nouveauté d'Internet, par rapport aux médias classiques, est qu'il n'est pas utilisé uniquement à des fins de propagande. Certes, la fonction de propagande existe. Il suffit pour s'en convaincre de se rendre sur un site de partage de vidéos comme *Youtube.com* où sont disponibles, entre autres, les discours des chefs historiques d'Al Qaïda et les images des attaques les plus spectaculaires. En tapant « Bin Laden », l'internaute a immédiatement accès à plus de 7 500 vidéos. Ayman al-Zawahiri est moins populaire mais il totalise tout de même plus de 300 vidéos. En plus de diffuser de la propagande, Internet permet également de récolter des fonds, de recruter de nouveaux sympathisants ou encore d'échanger des conseils tactiques.

L'utilisation croissante du *Web* a entraîné une décentralisation de la mouvance jihadiste. Abu Mus'ab al-Suri – vétéran des camps afghans, remarqué notamment pour son livre de plus de 1 500 pages souvent présenté comme « l'encyclopédie du jihad » – décrivait il y a quelques années Al Qaïda comme « un appel, une référence, une méthodologie ». En d'autres termes, quand bien même Al Qaïda aurait hier été une organisation en bonne et due forme, avec une division du travail et une certaine verticalité, les groupes jihadistes sont aujourd'hui plus diffus, avec des modes de décision plus horizontaux. En ce sens, l'« appel » évoqué par Abu Mus'ab al-Suri semble avoir été entendu.

Virtualisation et décentralisation sont les deux caractéristiques principales de ce qu'on

pourrait appeler le « wikiterrorisme ». En effet, dans son fonctionnement, la mouvance jihadiste internationale paraît ressembler davantage au *Web 2.0* – réseau de réseaux « collaboratif » dont les incarnations les plus connues sont *Wikipedia*, *Youtube* ou encore *Facebook* – qu'à une entreprise multinationale, toujours plus ou moins pyramidale. Oussama Ben Laden n'est probablement que le chef spirituel des *home grown terrorists*. Tout comme Jimmy Wales et Larry Sanger, nouveaux gourous de l'Internet, ne sont que les fondateurs de *Wikipedia* et ne commandent pas les dizaines d'internautes qui ajoutent chaque jour des informations sur le site de l'encyclopédie numérique.

Comme toutes les métaphores, celle du « wikiterrorisme » a ses limites, mais elle permet de mettre en avant la rapidité avec laquelle la mouvance jihadiste internationale s'adapte et innove. Si une *structure* en réseau rend une organisation particulièrement compliquée à appréhender et renforce ses capacités *défensives*, un *fonctionnement* en réseau pourrait être une source d'efficacité *offensive*. Les groupes jihadistes cumulent ces deux caractéristiques, ce qui les rend d'autant plus difficiles à combattre. Un point positif toutefois : à l'instar des rédacteurs de *Wikipedia* qui ne sont souvent pas des professionnels de l'enseignement et de la recherche, les nouveaux terroristes ne sont pas des artificiers ou des chimistes professionnels. Il peut leur arriver de pécher par amateurisme, comme l'ont démontré, entre autres, les attentats manqués de l'été 2007 à Londres et Glasgow.

Du « terrorisme de nuisance » au « wikiterrorisme » en passant par le tournant du 11 septembre, le visage du terrorisme s'est donc considérablement modifié au cours des trente dernières années. Les contre-mesures ont – elles aussi – évolué, la coopération internationale progressant notamment de manière spectaculaire. Toutefois, aucun système de lutte contre le terrorisme, aussi performant soit-il, n'est infaillible. Il faut en conséquence s'attendre à de nouveaux attentats dans les prochaines années, peut-être pas de l'ampleur du 11 septembre, mais, plus probablement, du niveau de ceux de Madrid ou de Londres.

MARC HECKER